

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Côte d'Ivoire : les condamnations de proches de Guillaume Soro confirmées

Josiane MBANG NUEMA
(source RFI)
Libreville/Gabon

La cour d'appel du tribunal d'Abidjan a confirmé lundi la condamnation à la prison à vie qui pèse contre Guillaume Soro, pour tentative d'atteinte à la sûreté de l'État. Elle a également confirmé les

condamnations pour plusieurs de ses proches.

La cour d'appel a suivi les réquisitions du parquet en condamnant neuf des prévenus à 20 ans de prison pour « complot » et « tentative d'atteinte à la sûreté de l'État ». Parmi eux figurent Souleymane Kamaraté, dit Soulto Soul, qui était le directeur de protocole de Guillaume Soro, le commandant Jean-Baptiste Kouamé, l'ex-responsable de la garde rapprochée de l'ancien président de l'Assemblée nationale, ainsi que plusieurs responsables militaires.

Au cours du procès, la justice leur a notamment reproché d'avoir dissimulé et tenté de faire disparaître des armes, quelque temps avant le retour avorté de Guillaume Soro en Côte d'Ivoire, en décembre 2019.

Par ailleurs, la cour d'appel a acquitté Alain Lobognon et Félicien Sékongo. Les juges esti-

ment en effet qu'ils ne sont pas coupables de faits relevant de troubles à l'ordre public et de diffusion de fausses nouvelles. En première instance, ils avaient été condamnés à 17 mois de prison. L'enjeu pour eux était de recouvrer leurs droits civiques, soulignent leurs avocats

À l'annonce de l'arrêt, les avocats de la défense ont exprimé leur déception. Pour eux, aucune preuve n'a été apportée pour démontrer que leurs clients avaient effectivement tenté de fomenter une insurrection contre les autorités, en décembre 2019, au moment du retour avorté de Guillaume Soro. « Nous avons interpellé la cour sur tous les vices qui ont entaché cette procédure, sur toutes les horreurs, les grossièretés, l'irrégularité, les mensonges qui ont entouré cette procédure. Nous n'avons pas eu gain de cause, nous allons nous pourvoir en cassation et



Photo: DR

Les condamnations de Guillaume Soro et plusieurs de ses proches ont été confirmées.

jusqu'à ce que le droit peut être réagit Me Raoul Gohi Bi, avocat dit, nous n'abdiquons pas », de la défense.

EN BREF

SÉISME : L'ONU LANCE UN APPEL AUX DONS DE PRÈS DE 400 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA SYRIE

Le secrétaire général de l'ONU a lancé mardi 14 février un appel d'urgence aux dons de près de 400 millions de dollars pour aider les populations victimes du séisme en Syrie pendant trois mois. Antonio Guterres a également précisé à la presse qu'un appel aux dons équivalent pour la Turquie était en préparation.

RDC : LE VATICAN LIMOGE DEUX PRÊTRES POUR MALVERSATION

Les dominicains Sébastien Cimanga wa Cimanga et Jean de Dieu Gumete Ngbamboligbe sont démis de leur état clérical et renvoyés de l'ordre des prêcheurs, annonce un communiqué de la chancellerie de l'archidiocèse de Kinshasa. Cette sanction a été communiquée au cardinal Fridolin Ambongo par la Nonciature apostolique.

MAURITANIE : LE PROCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT SUSPENDU 15 JOURS

En Mauritanie, le procès de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz (2009-2019), poursuivi pour corruption, trafic d'influence et enrichissement illicite, a été suspendu pour 15 jours, ce 13 février 2023, à la demande de ses avocats. Ces derniers remettent en cause la constitutionnalité de la procédure.

Rassemblées par JMN

Tunisie : l'ONU dénonce «l'aggravation de la répression»

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme a dénoncé hier «l'aggravation de la répression» en Tunisie, après que la police tunisienne a arrêté lundi Nouredine Bhiri, un dirigeant du parti islamo-conservateur Ennahda, ainsi que Nouredine Boutar, le directeur général de la radio privée Mosaique FM, qui donne souvent la parole à l'opposition. Ces arrestations surviennent dans le cadre d'un coup de filet lancé ce week-end par les services de sécurité tunisiens et au cours duquel des militants politiques, d'anciens magistrats et un influent homme d'affaires

ont été interpellés. Le dirigeant d'Ennahda Nouredine Bhiri, 64 ans, a été arrêté et «emmené vers un lieu inconnu» lors d'une descente de police à laquelle ont participé une centaine d'agents à son domicile à Tunis, a indiqué à l'AFP un porte-parole d'Ennahda, Abdelfattah Taghouti.

Cet ancien ministre de la Justice avait déjà été détenu pendant plus de deux mois début 2022, cinq mois après le coup de force du président Kaïs Saïed qui avait suspendu le Parlement contrôlé par Ennahda, sa bête noire, et s'efforce depuis de le marginaliser.

Dès son arrestation, il avait cessé de s'alimenter et de prendre ses médicaments avant d'accepter d'être perfusé dans un hôpital



Photo: DR

La police tunisienne a procédé à une vague d'arrestations le week-end dernier.

où il avait été transféré en état de détention. Malgré sa remise en liberté, Nouredine Bhiri faisait toujours l'objet d'une enquête pour des soupçons de «terrorisme», selon les autorités. La police a en outre arrêté lundi soir Nouredine Boutar,

le directeur général de la radio privée Mosaique FM, très écoutée en Tunisie, a annoncé ce média. Selon des médias locaux, les personnes arrêtées ce week-end sont soupçonnées de «complot contre la sûreté de l'État».